



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

Objectif

Lettre d'information
économique

AFRIQUE

N° 247 – 26 juin 2024

Les titres à la une

Afrique centrale : Congo – La société chinoise Wing Wah s'apprête à réaliser le un deuxième projet gazier

Afrique de l'Est : Le Kenya accueillera en août le 2ème sommet États-Unis-Afrique sur l'énergie

Afrique de l'ouest : Bénin – Adhésion à la BERD en tant que premier pays membre d'Afrique subsaharienne

Afrique australe : Afrique du Sud – PWC affirme que le pays a accueilli 96,5 Mds ZAR d'investissements en 2023

LE CHIFFRE À RETENIR

402 Mds \$

Montant du déficit de financement annuel que l'Afrique doit combler pour accélérer sa transformation structurelle.

Table des matières

Focus	3
Conjoncture	4
Environnement des affaires	9
Projets et financements	11
Secteurs d'activités	13
• Energies et matières premières	13
• Industrie, transports et services	15
• Agriculture et agroalimentaire	17
Agenda	23
Contacts	20

Perspectives économiques en Afrique 2024 - Banque africaine de développement (BAfD)

Performance économique et perspectives de croissance

Selon la BAfD, le continent africain a montré une résilience remarquable face aux nombreux chocs économiques mondiaux. Toutefois, la croissance du PIB réel sur le continent a ralenti, passant de 4,1 % en 2022 à 3,1 % en 2023, en raison de facteurs tels que les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie, la faiblesse de la demande mondiale, les impacts climatiques et les conflits politiques dans certains pays. Néanmoins, la croissance devrait reprendre avec 3,7 % en 2024 et 4,3 % en 2025, grâce à la résilience de certaines régions comme l'Afrique de l'Est et de l'Ouest.

Inflation et défis macroéconomiques

L'inflation moyenne des prix à la consommation en Afrique a augmenté de 14 % en 2022 à 17 % en 2023, principalement en raison des hausses des prix alimentaires induites par des sécheresses et des excédents de liquidités. Les taux d'inflation varient entre les régions, avec l'Afrique de l'Est enregistrant le taux le plus élevé à 26,5 %, tandis que l'Afrique australe a vu son taux diminuer à 8,6 % en 2023.

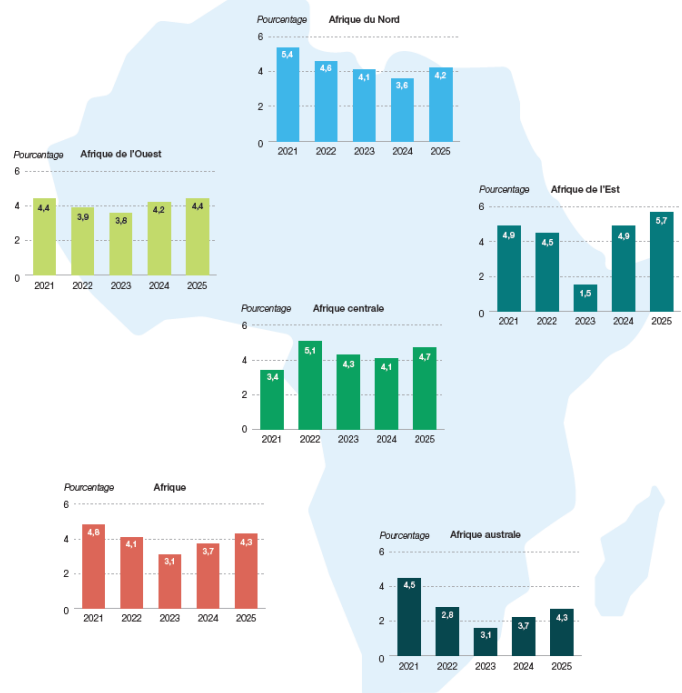
Transformation structurelle

La transformation structurelle en Afrique reste lente et inégale. Malgré une croissance significative du secteur des services, l'industrialisation reste faible. En 2021, près de 42 % de la main-d'œuvre africaine était employée dans l'agriculture, un secteur dont la productivité est encore inférieure de 60 % à la moyenne de l'économie. Les secteurs miniers, des services publics et financiers sont beaucoup plus productifs mais n'emploient qu'environ 3 % de la main-d'œuvre totale.

Financement et Investissements

Pour accélérer la transformation structurelle, la BAfD indique que l'Afrique doit combler un déficit de financement annuel d'environ 402 milliards d'USD d'ici 2030. Cela nécessitera une combinaison de mobilisation des ressources nationales et d'augmentation des flux financiers externes. L'accent doit être mis sur des investissements dans l'éducation, l'énergie, et les infrastructures. De plus, les réformes de l'architecture financière mondiale sont essentielles pour faciliter l'accès au financement nécessaire.

Performances et perspectives de croissance en Afrique



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

Conjoncture

Afrique centrale – La BEAC lance des opérations d'émission d'obligations pour absorber les liquidités

Entre le 8 et le 22 avril 2024, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a mené trois opérations d'émission d'obligations, visant à retirer un total de 150 Mds FCFA (env. 230 M EUR) des banques de la CEMAC, à raison de 50 Mds CFA (env. 80 M EUR) par opération. La première opération du 8 avril qui concernait des obligations à 28 jours avec un taux d'intérêt de 3,5 %, a été déclarée infructueuse. La deuxième émission du 15 avril, portant sur des obligations à 14 jours avec un taux d'intérêt de 2,5 %, a permis de prélever 10 Mds FCFA (env. 20 M EUR), soit un taux de souscription de 20 %. L'émission du 22 avril qui offrait des obligations à échéance de 14 jours à un taux d'intérêt de 2,5 % a permis de collecter 78 Mds FCFA (env. 120 M EUR), soit un taux de souscription de 156 %. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre des efforts de la BEAC pour absorber les liquidités bancaires et lutter contre l'inflation monétaire, bien que les séries précédentes se soient heurtées à la réticence des banques en raison des critères d'éligibilité stricts.

Afrique du Sud – La Banque centrale publie sa revue de politique monétaire d'avril

Entre le 8 et le 22 avril 2024, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a mené trois opérations d'émission d'obligations, visant à retirer un total de 150 Mds FCFA (env. 230 M EUR) des banques de la CEMAC, à raison de 50 Mds CFA (env. 80 M EUR) par opération. La première opération du 8 avril qui concernait des obligations à 28 jours avec un taux d'intérêt de 3,5 %, a été déclarée infructueuse. La deuxième émission du 15 avril, portant sur des obligations à 14 jours avec un taux d'intérêt de 2,5 %, a permis de prélever 10 Mds FCFA (env. 20 M EUR), soit un taux de souscription de 20 %. L'émission du 22 avril qui offrait des obligations à échéance de 14 jours à un taux d'intérêt de 2,5 % a permis de collecter 78 Mds FCFA (env. 120 M EUR), soit un taux de souscription de 156 %. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre des efforts de la BEAC pour absorber les liquidités bancaires et lutter contre l'inflation monétaire, bien que les séries précédentes se soient heurtées à la réticence des banques en raison des critères d'éligibilité stricts.

Bénin – Croissance moyenne de 6,2% par an sur 2024- 2026 selon la Banque Mondiale

Le 24 avril, la Banque centrale sud-africaine (South African Reserve Bank) a publié sa revue semestrielle de politique monétaire. Le Gouverneur Kganyago a souligné que l'un des principaux défis pour l'économie sud-africaine résidait dans la réduction durable de l'inflation, qui se montre plus tenace et persistante qu'initialement anticipé. Bien que l'indicateur ait poursuivi une tendance de

modération à moyen terme (6,9% en 2022, 6% en 2023 et 5,1% anticipé en 2024), il se maintient proche de la borne haute de la fourchette cible de la SARB (6%) et ne devrait converger vers le point médian (4,5%) qu'à l'horizon du quatrième trimestre. Les risques pesant sur l'accélération des pressions inflationnistes demeurent également nombreux : chocs climatiques (phénomène El Nino et ses impacts sur les prix des denrées alimentaires), risques géopolitiques (embrasement du conflit au Moyen Orient, qui pourrait amener de nouvelles hausses de cours du pétrole), volatilité de la devise locale, etc. Par ailleurs, si la croissance de l'économie devrait légèrement accélérer, les prévisions demeurent atones en 2024 (estimations de 1,2%, contre 0,9% pour le FMI et après 0,6% en 2022). Elle pâtit en effet des fortes contraintes pesant sur l'offre, face à une demande des ménages qui demeure atténuée. Les effets de la crise énergétique sur l'économie persistent – impact de 2 points de PIB en 2023 qui devraient toutefois progressivement s'estomper (estimé à 0,6 point de PIB en 2024 et 0,2 en 2025).

Cap-Vert – Hausse de la notation du pays à "B"

L'agence de notation internationale Fitch Ratings a rehaussé la note de crédit à long terme en devise du Cap-Vert de "B-" à "B", avec perspective stable. Selon l'agence, l'amélioration de la note reflète les perspectives de croissance économique robustes et les solides performances budgétaires du pays qui devraient permettre de soutenir la trajectoire à la baisse de la dette publique. En effet, la croissance économique devrait rester solide, autour de 4,7% en moyenne sur 2024-2025, tirée par le tourisme et les IDE liés au secteur. Sur le plan budgétaire, le Cap-Vert a enregistré exceptionnellement un excédent en 2023, contre un déficit l'année précédente. L'augmentation des salaires dans le secteur public constituera un défi à court terme. Toutefois, des mesures sont prises pour élargir l'assiette fiscale et maîtriser les déficits. En outre, le Cap-Vert présente de bons indicateurs de gouvernance, ce qui soutient son profil de crédit.

Côte d'Ivoire – S&P rehausse la perspective associée à la notation du pays à "positive"

Le 17 mai 2024, l'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a annoncé avoir maintenu la note en devise de la Côte d'Ivoire à "BB-", tout en rehaussant la perspective de "stable" à "positive". L'agence anticipe en effet, au cours des 24 prochains mois, une hausse des exportations de matières premières qui pourrait entraîner une diminution plus importante que prévu des déséquilibres extérieurs et budgétaires. Cela pourrait s'accompagner également d'une croissance économique plus élevée, soutenue par des réformes économiques, le soutien des bailleurs et la stabilité monétaire et politique. Selon S&P, le taux de croissance devrait se situer à 6,5% en moyenne sur la période 2024-2027.

Ethiopie – L'inflation annuelle descend sous les 25% pour la première fois depuis 3 ans

L'inflation connaît depuis le début de l'année 2024 un important ralentissement en Ethiopie, avec un taux d'inflation en glissement annuel évalué à 23,3 % en avril 2024, contre 33,5 % et 36,6 % respectivement en avril 2023 et 2022, selon l'autorité éthiopienne des statistiques. La NBE attribue cette diminution au

ralentissement du financement monétaire de l'économie. Ce ralentissement s'observe en effet particulièrement sur l'inflation non alimentaire passée de 36,1 % à 18,0 % en un an, l'inflation alimentaire n'a elle, que légèrement diminué passant de 31,8 % à 27,0 % et reste très élevée. Elle reste toujours portée par l'augmentation des prix du pain et des céréales (+35,3 %) et des légumes (+34,5 %). Si l'inflation annuelle reste élevée, on observe une inflation en glissement mensuel négative à -0,7 %, indiquant une inflexion de la hausse des prix observée depuis plusieurs années. L'objectif de la banque centrale est d'atteindre la cible de 20 % d'inflation en glissement annuel en juin 2024.

Ghana – Fitch prédit un rebond du cedi au 2e semestre 2024, après une dépréciation continue depuis le début de l'année

L'agence de notation Fitch prévoit que le cedi ghanéen se renforcera d'ici la fin de l'année, malgré sa dépréciation de 13,5 % face au dollar américain depuis janvier 2024, soit l'une des monnaies les moins performantes d'Afrique. L'agence attribue cette potentielle reprise à plusieurs facteurs, notamment les progrès réalisés en matière de restructuration de la dette commerciale du Ghana, avec à la clé le renforcement de la confiance des investisseurs dans l'économie et des rentrées subséquentes de devises étrangères. Ainsi, Fitch prévoit que le cedi ghanéen compensera une partie de ses pertes récentes dans les mois à venir et estime que la devise devrait terminer l'année à 12,3 GHS pour 1 USD contre 14,2 GHS en avril 2024. L'agence estime que l'inflation moyenne au Ghana en 2024 s'établira à 19 %, un chiffre inférieur aux 22,3 % projetés par le Fonds monétaire international. En revanche, la rentabilité des banques ghanéennes devrait diminuer en raison de la récente décision de la Banque du Ghana de lier les exigences de ratio de réserve de trésorerie (CRR) aux ratios prêts/dépôts (LDR). Le LDR du secteur bancaire devrait rester inférieur à 55 % en 2024, entraînant alors une augmentation des réserves de trésorerie requises pour la majorité des banques.

Guinée – 71 M USD du FMI pour répondre aux besoins urgents du pays

Le 14 mai 2024, le Conseil d'administration du FMI a [approuvé](#) un décaissement de 53,6 M DTS (environ 71 M USD) au titre du guichet "chocs exogènes" de la Facilité de crédit rapide (FCR) afin de répondre aux besoins immédiats résultant de l'explosion du principal dépôt de carburant fin 2023. En raison en partie de l'explosion, la croissance devrait ralentir à 4,1% en 2024 et rebondir à 5,6% en 2025, soutenue par la résilience du secteur minier. Les dépenses d'urgence, qui seront incluses dans une loi de finances rectificative pour 2024, comprennent notamment les transferts aux ménages affectés, la décontamination du site de l'explosion et le lancement des travaux de construction d'un nouveau dépôt de carburant. À moyen terme, la mobilisation des recettes intérieures, en particulier du secteur minier, et l'amélioration de la gestion des finances publiques permettraient d'accroître les dépenses d'éducation, de santé et de protection

sociale. En outre, le risque de surendettement de la Guinée reste modéré, avec une certaine marge pour absorber d'éventuels chocs.

Guinée-Bissau – Approbation du décaissement de 8,1 MUSD des 4ème et 5ème revues du FMI

Le Conseil d'administration du FMI a **achevé** les 4ème et 5ème revues au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et a ainsi autorisé un décaissement immédiat de 8,1 M USD en faveur de la Guinée-Bissau. Ce financement porte le total des financements au titre du programme économique et financier en cours à 25,7 M USD. Le Conseil du FMI a néanmoins jugé les performances du programme plus faibles que prévues en raison d'une situation économique et socio-politique difficile. Ainsi, bien que l'économie du pays ait été résiliente avec une croissance qui a atteint 4,3% en 2023, et une inflation qui a été contenue à 7,2% grâce aux mesures de réduction des taxes sur les carburants et les produits alimentaires, le déficit budgétaire s'est établi à 8,2% du PIB et la dette publique est estimée à 80,2% du PIB en 2023.

Mali – Accord au niveau des services du FMI pour un financement d'urgence de 120 M USD

Les autorités maliennes et les services du FMI sont parvenus à un accord pour un financement d'urgence au titre du guichet "chocs exogènes" de la Facilité de crédit rapide (FCR). Sous réserve d'approbation par l'équipe dirigeante et le Conseil d'administration du FMI, le Mali recevra environ 120 M USD, soit 0,6 % du PIB. L'aide financière du FMI soutiendrait la fourniture de nourriture et des transferts monétaires aux personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë dans les régions du centre et du nord. Le financement couvrirait également des dépenses pour l'éducation, les abris, les articles non alimentaires et l'accès à l'eau potable, à la santé et aux installations sanitaires. Les services du FMI ont également tenu des discussions sur les perspectives et les politiques économiques du Mali dans le cadre de la consultation au titre de l'article IV de 2024. La croissance économique malienne est estimée à 4,4% en 2023 et l'inflation a chuté à 2,1% cette même année. Toutefois, le coût des aliments est resté élevé et a contribué à l'augmentation de l'insécurité alimentaire. La croissance devrait ralentir à 3,8 % en 2024.

Niger – Retour sur le marché des titres UEMOA

Dans le cadre du retour sur le Marché des Titres Publics (MTP) de l'UEMOA de l'Etat du Niger, un chronogramme de règlement des sommes dues au titre de sa dette a fait l'objet d'une note destinée aux investisseurs. Ainsi, conformément au chronogramme, l'Etat nigérien a procédé le 26 avril 2024 à l'émission de bons et obligations du Trésor sur le MTP, au terme duquel il a pu lever 458 Mds FCFA (698,2 M EUR), alors qu'il recherchait 419,1 Mds FCFA (638,8 M EUR), soit un taux de souscription de 109,3%. Le montant levé a servi essentiellement au remboursement de la moitié des intérêts échus et à l'apurement du capital dû à la date du 28 avril 2024. Le reste des intérêts de retard devrait être payé au plus tard 30 jours après

cette opération. Pour rappel, le Niger n'avait plus levé de ressources sur le marché financier régional depuis le coup d'Etat de juillet 2023.

Niger – Opération spéciale de rachat de titres publics nigériens par la BCEAO

La BCEAO a annoncé dans un communiqué son intention d'organiser le 7 mai 2024 une opération spéciale de rachat sur le marché secondaire de titres publics de l'Etat du Niger. L'opération aurait concerné en particulier les titres émis par adjudication et dont la durée résiduelle est comprise entre 3 mois et 3 ans, et ce pour un montant total de 77 Mds FCFA (117,4 M EUR). Cette opération devrait permettre de soulager les investisseurs en quête de liquidité.

Nigéria – La Banque centrale relève son taux directeur de 150 points de base pour juguler l'inflation

Dans un contexte de persistance d'une inflation élevée qui a atteint en avril son plus haut niveau depuis 28 ans, 33,7 % en g.a. selon les statistiques publiées par le Bureau nigérian des statistiques (NBS), la Banque centrale du Nigéria (CBN) a décidé d'une nouvelle hausse des taux de l'ordre de 150 pdb lors de sa réunion du mardi 21 mai. Le taux directeur atteint désormais 26,25 %, soit 750 pdb de hausses cumulées en 2024. Dans son communiqué, le comité de politique monétaire justifie sa politique par le niveau d'inflation alimentaire qui reste élevé, lié tant aux difficultés de l'agriculture locale qu'au renchérissement du prix des denrées d'importation sous l'effet de la dépréciation du naira, ainsi que par la nécessité d'ancrer la cible d'inflation visée par la CBN dans les anticipations des agents. Si cette hausse du taux directeur était largement attendue de la part de plusieurs banques, elle se situe pour autant dans la fourchette haute des prévisions et traduit donc un arbitrage de la CBN, qui privilégie la lutte contre l'inflation aux considérations sur la croissance. La CBN a également publié le lundi 20 mai une circulaire révisée qui suspend la mise en place de la taxe de 0,5% sur la cybersécurité. Ladite taxe devait prendre effet ce jour-même après son annonce le 6 mai. Cela intervient après une demande d'annulation de cette directive formulée deux semaines auparavant par la Chambre des Représentants, qui craignait les retombées sociales de cette mesure. Cette taxe avait en effet suscité de vives réactions de mécontentement de la part de la population, qui subit déjà de plein fouet les réductions de subventions sur le pétrole et l'électricité. Sa suspension, et son éventuelle annulation, permettraient d'éviter les effets néfastes d'une fiscalité redondante sur le pouvoir d'achat des Nigériens.

Ouganda – Le Parlement approuve un budget record de 19 Mds USD pour 2024/2025

A l'approche des élections de 2026, le Parlement ougandais a ratifié le 16 mai dernier à la surprise des observateurs un budget record de 19 Mds USD, en hausse de 37 % par rapport à l'exercice en cours. Financé à hauteur de 44 % (8,5 Mds USD, +8 %) par les recettes intérieures, les ressources par endettement comptent pour 56 % du budget. Elles proviennent principalement d'un refinancement de dette (5,2 Mds USD), de l'aide projet (2,5 Mds USD), de nouveaux emprunts (2,3 Mds USD) et d'un soutien budgétaire (341 MUSD). Du côté des dépenses, 8 Mds USD sont

consacrés à la gestion du passif de l'Etat, dont 3,2 Mds USD pour le service de la dette publique (incluant 813 MUSD pour le remboursement de la dette externe). Comme lors de l'exercice précédent, les investissements dans le capital humain (2,6 Mds USD, stables par rapport à 2022/23) ainsi que dans la sécurité (2,4 Mds USD, +14 %) sont les principales affectations sectorielles, devant les infrastructures et les transports (1,3 Md USD, +8 %). A noter que 2,5 Mds USD sont budgétés pour de grands projets dont la construction des stades de Hoima et Lira en vue de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations en 2027. Le projet ferroviaire SGR est lui abondé à hauteur de 576 MUSD qui serviront aux acquisitions de terrains et aux diverses études. La présentation officielle du nouveau Budget par le ministre de l'Economie et des Finances Matia Kasaija est prévue le 15 juin prochain.

République centrafricaine – Accord au niveau des services avec le FMI pour la deuxième revue du programme

À l'issue des discussions qui se sont tenues à Bangui du 3 au 12 avril 2024 et à Washington le 18 avril, les autorités centrafricaines sont parvenues à un accord avec les services du FMI sur les politiques économiques et financières qui pourraient soutenir l'approbation de la deuxième revue du programme soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Au cours de cette mission, le FMI a observé que le pays « continue de faire des progrès dans la stabilisation de son économie », bien que des défis subsistent. Les perspectives de croissance pour l'année 2024 ont été revues à la baisse, passant de 2,5 % à 1,3 %. Toutefois, la mission du FMI a tenu à souligner l'importance de la réussite de la campagne d'importation de carburant par le fleuve Oubangui qui, selon eux, est « cruciale » pour l'atteinte des objectifs de croissance. Pour rappel, la FEC pour la RCA avait été approuvée par le Conseil d'administration du FMI en avril 2023 pour un montant de 141,7 M DTS (env. 191,4 M USD).

Tanzanie – La Tanzanie remplit les critères de retrait de la liste des PMA

Le Conseil Economique et Social des Nations-Unies (ECOSOC) a indiqué dans son rapport triennal que la Tanzanie remplissait pour la première fois les critères de retrait de la liste des pays les moins avancés (PMA) depuis sa création en 1971. À cette époque, la Tanzanie était classée parmi les 25 premiers PMA. Afin de sortir de la liste des PMA, un pays doit remplir deux des trois critères de reclassement (revenu brut par habitant, indice de capital humain et indice de vulnérabilité économique et environnementale). La Tanzanie remplit pour la première fois deux de ces trois conditions mais ne satisfait pas au critère de revenu (1 093 USD en moyenne entre 2020 et 2022 au lieu de 1 306 USD). Conformément à la procédure établie, le Conseil étudiera à nouveau le dossier du pays en 2027. Si les critères sont à nouveau remplis, la Tanzanie pourrait être recommandée pour une sortie de la liste des PMA, qui sera effective après l'approbation de la recommandation par l'ECOSOC et l'Assemblée générale et au terme d'une période préparatoire, de deux ans en général. Lorsqu'un pays est reclassé, il cesse de bénéficier des mesures de soutien international réservées aux PMA (aide concessionnelle, traitement au sein de l'OMC, accès aux marchés).

Zambie – Le FMI conclut sa visite en Zambie

A l'issue d'une mission d'analyse économique, menée du 24 avril au 7 mai, le Fonds Monétaire international (FMI) a publié, dans un communiqué, ses premières conclusions. Cette visite, s'inscrit dans le cadre de la troisième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) approuvée en août 2022 pour un montant total de 1,3 Mds USD sur 38 mois. L'institution a notamment significativement revu à la baisse ses prévisions de croissance à 2,3% pour l'année 2024, contre 4,7% estimé au mois d'avril. Cette forte révision s'explique notamment par la sécheresse inédite qui frappe actuellement le pays (impact d'El Nino), avec des répercussions majeures sur le secteur agricole et l'approvisionnement en électricité (centrales hydroélectriques). La mission a par ailleurs salué les progrès réalisés par les autorités dans le cadre du programme, notamment sur le plan de la consolidation fiscale, malgré le contexte de baisse des revenus miniers. Le Fonds invite ainsi les autorités zambiennes à poursuivre leurs efforts de renforcement de l'administration fiscale et de suppression des exonérations fiscales.

Environnement des affaires

Afrique du Sud – Selon PwC le pays a accueilli 96,5 Mds ZAR d'investissements en 2023

Le pays a enregistré des entrées nettes d'investissements positifs au cours des quinze dernières années, atteignant en moyenne 58 Mds ZAR par an. En 2023, il a attiré 96,5 Mds ZAR de nouveaux flux d'investissements (soit 1,4% du PIB) après 151 Mds ZAR en 2022 (2,3% du PIB) malgré les difficultés économiques traversées. En contrepartie, les flux d'investissements sud-africains dans le monde ont atteint 5,2 Mds ZAR (0,1% du PIB) en 2023. Au total, le stock total d'engagements étrangers en Afrique du Sud (comprenant dettes, actions et participation en fonds investissements) avoisinait 3 000 Mds ZAR, selon les données de la Banque centrale. Ces engagements se concentrent dans le secteur manufacturier (38,5%) en particulier automobile, et les secteurs minier (24,2%) et financier (20%), intenses en capital. A quelques semaines des élections, le président Ramaphosa a repris ce rapport, se félicitant de la bonne santé de la filière automobile et citant en exemple l'annonce de Volkswagen en avril 2024, d'investir 4 Mds ZAR dans l'Eastern Cape pour une chaîne d'assemblage de véhicule prévue pour 2027, créant 3 500 emplois directs et 50 000 indirects.

Afrique du Sud – Mise en place de la réforme du système des visas pour les travailleurs qualifiés en Afrique du Sud

Le ministère de l'intérieur a publié lundi 20 mai 2024 une version révisée de sa nouvelle réglementation en matière de visas pour les travailleurs qualifiés. Ce nouveau système devrait faciliter le processus d'obtention du visa pour les travailleurs qualifiés, en plus de faciliter l'arrivée des travailleurs à distance (digital nomades). L'obtention d'un visa de travail en Afrique du Sud est difficile depuis plusieurs années, notamment à cause des lenteurs administratives, ce qui entrave l'attractivité du pays. Cette réforme veut y remédier en introduisant un système de

points allégeant le nombre d'exigences à remplir. En effet, le précédent système de visas listait une liste de compétences critiques assez réduite, restreignant l'arrivée de nombreux travailleurs qualifiés contre l'intérêt économique du pays. Enfin, un nouveau système d'"employeur de confiance" devrait permettre initialement à 72 grandes entreprises d'avoir accès à une procédure accélérée de demande de visa de travail pour leur personnel.

Kenya – Nouveaux accords d'investissement entre les États-Unis et le Kenya à l'occasion de la visite de Ruto aux États-Unis

Le 23 mai, le Président Joe Biden et le Président William Ruto ont annoncé de nouveaux accords d'investissement pour le Kenya. Ces nouveaux accords d'investissement, ont été annoncés à l'occasion de la visite d'État de quatre jours du Président Ruto, et portent principalement sur l'énergie verte, la sécurité, l'éducation et la gouvernance. Le Président Biden a désigné le Kenya comme un allié majeur non membre de l'OTAN, soulignant son rôle dans les efforts américains de lutte contre le terrorisme en Afrique. Il a engagé 4,9 MUSD pour le Kenya et d'autres pays d'Afrique de l'Est afin de lutter contre les réseaux criminels internationaux. Les États-Unis auraient également débloqué 250 MUSD par l'intermédiaire de la Development Finance Corporation (DFC), dont 180 MUSD pour un projet de logements abordables portant le portefeuille de la DFC au Kenya à plus d'1 Md USD. En outre, la Kenya National Highways Authority (KeNHA) et le fonds d'investissement américain Everstrong Capital LLC ont signé un accord pour lancer la construction d'une autoroute de 3,6 Md USD entre Mombasa et Nairobi, appelée Usahihi Expressway.

Mauritanie – Lancement du Club des investisseurs européens en Mauritanie

Le 7 mai 2024, le Chef de la Délégation de l'Union européenne en Mauritanie a présidé la réunion de lancement du Club des Investisseurs Européens en Mauritanie (CIEM). La cérémonie a réuni plusieurs entreprises et investisseurs européens présents en Mauritanie. Présidé par deux chefs d'entreprises, l'un français et l'autre espagnole, ce club a vocation à favoriser l'implantation d'entreprises européennes en Mauritanie et à faire connaître les opportunités du pays.

Projets et financements

Afrique australe – L'ONU veut mobiliser près de 660 M USD face aux besoins humanitaires en Zambie et au Zimbabwe

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (UNOCHA) a lancé les 7 et 9 mai derniers, deux appels internationaux pour mobiliser

respectivement 228 M USD et 430 M USD en faveur de la Zambie et du Zimbabwe. Cette somme totale doit permettre de financer l'aide alimentaire aux populations de ces deux pays fortement touchés par une sécheresse historique liée au phénomène climatique El Nino. Aussi bien en Zambie qu'au Zimbabwe, les autorités ont déclaré l'état de catastrophe naturelle et s'attendent à d'importantes baisses de leurs récoltes de maïs, principale denrée de base. Selon l'UNOCHA, 7,6 millions de personnes nécessitent une assistance humanitaire au Zimbabwe et 4,6 millions de personnes en Zambie.

Afrique centrale – La Banque mondiale débloque 90 Mds FCFA pour renforcer les statistiques au Gabon et au Congo

La Banque mondiale a approuvé un financement de 90,2 Mds FCFA (env. 140 M EUR) en faveur du Congo et du Gabon dans le cadre du Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA-SOP 2). Ce financement s'inscrit dans un effort global de 541,7 Mds FCFA (env. 820 M EUR) pour renforcer les capacités statistiques et moderniser les systèmes de collecte et de gestion des données dans les pays d'Afrique centrale et de l'ouest. Les fonds serviront notamment à renforcer les ressources humaines, à moderniser les services statistiques ministériels, et à soutenir des programmes de formation statistique dans les universités et écoles nationales. Ce projet, qui couvre déjà 11 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, a pour objectif d'améliorer les performances statistiques nationales et de promouvoir l'harmonisation régionale des cadres statistiques.

Afrique centrale – Vers l'inauguration d'une ligne fluvio-maritime entre Douala et Malabo

Selon une annonce faite par l'ambassade du Cameroun auprès de la Guinée Equatoriale, une ligne fluvio-maritime, devant permettre de relier la ville de Malabo en Guinée-Equatoriale à Douala au Cameroun, sera bientôt opérationnelle. La desserte devrait être assurée par la société de transport maritime équato-guinéenne Viteoca.

Afrique du Sud – Publication d'une première version du très attendu Gas Master Plan

Le Department of Mineral Resources and Energy (DMRE) a présenté une première version du Gas Master Plan (GMP) pour le développement du secteur. Le GMP identifie 11 centres industriels et énergétiques nécessitant des approvisionnements prioritaires en gaz. Trois scénarios sont envisagés en fonction de l'évolution de la demande :

- La conversion des centrales à cycle ouvert, très coûteuses en carburant et principalement utilisées pour couvrir les pics de demande, en centrales à cycle combiné permettrait de réaliser des gains d'efficacité substantiels
- La construction de nouvelles centrales conformément à la stratégie énergétique du pays. Le scénario médian du GMP prévoit des capacités additionnelles de 3 GW de la part d'Eskom jusqu'à 2030, correspondant à un projet annoncé de longue date à Richards Bay. Le GMP prévoit également de développer 4,22 GW

de capacités supplémentaires auprès des producteurs d'électricités indépendants (IPP).

- La conversion éventuelle de centrales thermiques, opérées par Eskom et toutes situées à Middelburg (Mpumalanga), en centrales à gaz est également évoquée.

Bénin – Adhésion à la BERD en tant que premier pays membre d'Afrique subsaharienne

Le 29 avril 2024, le Bénin est devenu le 1er pays d'Afrique subsaharienne à adhérer à la Banque européenne de Reconstruction et de Développement (BERD). Cette annonce fait suite à la demande d'adhésion formulée en juillet 2023 puis approuvée par le Conseil des gouverneurs de la Banque en octobre 2023. A noter que quelques mois auparavant, l'Accord portant création de la BERD avait été amendé afin de permettre un élargissement progressif de son champ d'action géographique à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak. En tant que pays membre, le Bénin pourra ainsi bénéficier du soutien de la Banque en matière de financement et dans la mise en œuvre de politiques. Avec cette adhésion, la Banque compte dorénavant 73 actionnaires nationaux, auxquels il faut ajouter l'Union européenne et la Banque européenne d'Investissement (BEI). Après l'Algérie en 2021, le Bénin est le 2ème pays africain membre de l'institution. La Côte d'Ivoire, dont la demande d'adhésion a été approuvée en octobre 2023, est également en passe de rejoindre la BERD.

Cameroun – Signature d'un accord de financement de 133 Mds FCFA avec la BAfD

Le Cameroun et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont procédé à la signature d'un accord de financement de 133 Mds FCFA (env. 200 M EUR) destiné à la mise en œuvre du Projet d'aménagement territorial et de promotion du secteur privé de la région de l'Extrême-Nord. Ce projet a pour objectif de contribuer à l'aménagement du territoire, à l'amélioration du système de transport et à la promotion du secteur privé, en vue de l'émergence d'un pôle de développement intégré et durable dans la région du septentrion. Les financements alloués serviront à la construction d'infrastructures stratégiques (routes, électricité et eau) nécessaires au développement de l'entrepreneuriat.

Malawi – Appui de la Banque mondiale de 58 MUSD pour faire face à la crise alimentaire

La Banque mondiale a accordé une aide immédiate de 57,6 MUSD au Malawi via l'option de tirage différée en cas de catastrophe. Pour rappel, l'institution financière internationale avait approuvé en décembre 2023 un premier soutien de 80 MUSD en don pour soutenir les réformes structurelles de l'économie, avec une clause supplémentaire de 57,6 MUSD pouvant être déclenché en cas de crise, d'événements climatique ou d'épidémie. Le pays traverse une crise alimentaire causée par une série de catastrophes climatiques ces dernières années ; la dernière étant une sécheresse prolongée aggravée par le phénomène el Nino depuis décembre 2023. La déclaration de catastrophe naturelle par le Président le 23 mars 2024 a permis de débloquent ce financement additionnel qui apporte des liquidités immédiates au gouvernement pour faire face à l'insécurité alimentaire.

Mozambique – Le fonds souverain du prêt à recevoir les premiers revenus du gaz

Le Fonds Souverain du Mozambique (FSM), créé en 2023 pour gérer les revenus du gaz naturel du bassin du Rovuma, devrait démarrer ses opérations avec une première dotation de 37,7 M USD, selon les calculs effectués par le journal A Carta, sur la base des données présentés dans le récent bilan du Plan Economique et Social et du bilan du Budget de l'État pour le premier trimestre 2024. Le document, publié la semaine dernière par le MEF, indique que le compte transitoire - compte basé à la Banque du Mozambique, par lequel doivent être acheminées toutes les recettes du gaz avant d'être réparties entre le fonds souverain et le budget de l'Etat -, a déjà été crédité de 94,2 M USD, montant correspondant aux recettes fiscales totales du gaz naturel du bassin du Rovuma depuis 2022.

Namibie – La Banque Mondiale approuve un financement de 138,5 M USD pour développer les infrastructures électriques

La Banque Mondiale (BM) a accordé un plan de financement, dont une partie en dons via un fonds de la BIRD, pour le compte de la compagnie d'électricité nationale, NamPower. Ces fonds devraient permettre de financer trois projets prioritaires : (1) déploiement d'une ligne de transmission (465 km) entre Auas et Kokerboom, (2) construction de capacités de stockage par batteries (45MW/90MWh) dans la région minière de l'Eroingo et (3) assistance technique. L'objectif de ce programme est de soutenir le développement des énergies renouvelables (solaire et éolienne), pour lesquelles la Namibie présente un fort potentiel. Le gouvernement namibien ambitionne de porter la part des énergies renouvelables à 70 % du mix énergétique national d'ici 2030. Les projets de génération d'énergies renouvelables étant éloignés des bassins de consommation, le développement de capacités de transmission est prioritaire pour atténuer la pression sur les lignes existantes et éviter un effondrement de la grille électrique. Pour l'heure, la Namibie dépend des importations venant d'Afrique du Sud et de Zambie pour sa consommation d'électricité.

Niger – La Banque mondiale annonce la reprise de ses décaissements

Le 17 mai 2024, la Banque mondiale a annoncé la reprise de ses décaissements au Niger. Pour rappel, l'institution avait suspendu ses décaissements après le coup d'Etat de juillet 2023. Le Niger étant parvenu à apurer ses dettes envers la Banque, les conditions pour la reprise des décaissements ont donc été remplies. D'importants projets d'infrastructures interrompus jusqu'alors, tel que le barrage hydro-électrique de Kandadji à l'ouest du pays, devraient ainsi pouvoir être relancés.

Sao Tomé-et-Principe – La Banque mondiale débloque 8 M USD pour le secteur du tourisme

La Banque mondiale débloque 8 M USD dans le cadre d'un programme quinquennal qui débutera en juillet. Ce projet doit permettre la requalification des sites

touristiques, la promotion de Sao-Tomé et Príncipe en tant que destination touristique, l'amélioration des infrastructures et la formation. Le développement du tourisme est crucial pour ce pays fortement dépendant de l'aide internationale.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Côte d'Ivoire – Découverte du plus grand gisement aurifère du pays

Le Président du groupe minier canadien Montage Gold a annoncé le 2 mai 2024 la découverte d'un gisement aurifère de classe mondiale dans les départements de Kani et Dianra, dans le district du Woroba au nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Les ressources minérales du gisement sont estimées à 155,5 tonnes d'or avec une teneur moyenne de 0,72 g/t. Les travaux de construction de la mine débuteront au dernier trimestre de l'année 2024 pour une entrée en production en 2027. La capacité annuelle de traitement de l'usine de ce gisement sera de 11 M tonnes de minerai. Cette mine devrait être la 3ème plus grande en Afrique de l'Ouest, après des sites au Burkina Faso et en Guinée, de capacités respectives de 12,3 M de tonnes et 12 M de tonnes.

Bénin – Autorisation temporaire des autorités pour l'embarquement du pétrole nigérien

Le 15 mai 2024, le gouvernement béninois a annoncé avoir autorisé le chargement du premier navire de pétrole nigérien depuis le port de Sèmè. Cette autorisation "ponctuelle et provisoire" survient après une demande formelle des douanes nigériennes, suite à l'interdiction de chargement du pétrole nigérien depuis le pipeline à Sèmè, annoncée le 6 mai dernier. Une réunion du comité inter-Etats Bénin-Niger de pilotage du projet de pipeline Niger-Bénin pourrait se tenir dans les jours prochains aux fins d'examiner les sujets urgents liés à la bonne conduite des opérations d'exploitation du pipeline.

Congo – La société chinoise Wing Wah s'apprête à réaliser un deuxième projet gazier

La société pétrolière chinoise Wing Wah entend démarrer en août 2024 sa production de gaz. La commercialisation devrait débuter en 2025. Il s'agira de la deuxième installation gazière du pays, après celle de l'italien ENI qui a lancé en février dernier sa production de gaz naturel liquéfié. L'avenant du contrat de partage de production du permis Kayo dont la société Wing Wah est l'opérateur, a été signé le 8 avril par le ministre des hydrocarbures et approuvé en conseil des ministres le 17 avril. Les termes de partage de production relatifs à l'exploitation, la valorisation et la commercialisation des produits issus de la valorisation du gaz naturel ont été introduits audit avenant.

Gabon – Les traders suisses Vitol et Gunvor en concurrence sur le dossier de rachat d'Assala

Alors que l'Etat a officialisé mi-février le rachat des actifs d'Assala Gabon via la société publique *Gabon Oil Company* (GOC), la finalisation de cet accord reste conditionnée au versement des quelque 1,3 Md USD à la société de gestion d'actifs américaine Carlyle. Pour réunir ce montant, la GOC est aujourd'hui en discussion avec deux traders genevois, Vitol et Gunvor, espérant tous deux obtenir la commercialisation des 45 000 barils produits quotidiennement. Gunvor aurait émis une offre à 950 M USD alors que Vitol reste théoriquement en négociation exclusive avec la GOC pour le moment.

Kenya – Le Kenya accueillera en août le 2ème sommet majeur États-Unis-Afrique sur l'énergie

Réunissant des décideurs politiques, des experts techniques et des leaders industriels des États-Unis et de l'Afrique, le sommet abordera les problèmes critiques entravant l'adoption de l'énergie nucléaire. Ce sommet vise notamment à souligner les opportunités que présente l'énergie nucléaire pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Les sujets de formation de la main d'œuvre, de financement et de cadres légaux seront, entre autres, à l'ordre du jour. Le sommet se tiendra alors que le Kenya prévoit de construire sa première centrale nucléaire dans les comtés de Kilifi ou Kwale. Dans la région, l'Ouganda est également en discussion avec l'AIEA pour initier un programme nucléaire civil.

Mauritanie – Signature de 3 protocoles d'accord dans le domaine de l'hydrogène vert

A l'initiative de l'Union européenne, une mission d'industriels européens comptant une vingtaine d'entreprises a été organisé en Mauritanie. A cette occasion, le ministre mauritanien chargé de l'Energie a signé trois protocoles d'accord avec des entreprises européennes dans le domaine de l'hydrogène vert. Les deux premiers accords, signés avec les entreprises espagnoles Alcomia Quantum Hydrogen et Jabri portent respectivement sur un projet de production d'acier vert et un projet pilote de production d'hydrogène vert. Le troisième accord a été signé avec la société italienne Emax et porte sur des études de faisabilité pour la fabrication d'électrolyseurs en Mauritanie ; ce qui serait une première en Afrique.

Nigéria – TotalEnergies approvisionnera la raffinerie Dangote

En marge de l'édition 2024 du CEO Africa Forum, Aliko Dangote et le directeur général de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, se sont mis d'accord pour que le géant pétrogazier français contribue à l'approvisionnement en pétrole brut de la raffinerie Dangote. Depuis le lancement récent de ses opérations, la raffinerie cherche à sécuriser son approvisionnement. En effet, pour s'imposer comme un fournisseur principal de produits pétroliers en Afrique de l'Ouest, la raffinerie doit s'assurer de sécuriser des livraisons de brut suffisantes pour atteindre ses pleines capacités de production, soit 650 000 mbj. Elle se fournit

notamment en pétrole brut provenant des Etats-Unis. En mai, la société a lancé un appel d'offres pour deux millions de barils de pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) chaque mois pendant un an à partir de juillet. La raffinerie a commencé la production de carburant d'aviation et de diesel en avril dernier et devrait commencer à livrer de l'essence au mois de juin. L'entrée en production a d'ailleurs contribué à réduire le prix du diesel d'environ 1250 NGN/L à 940NGN/L, avant que celui-ci ne remonte à environ 1100 NGN/L ces dernières semaines à cause de la dépréciation du naira.

Sénégal – Arrivée de l'unité flottante de production et de stockage de gaz sur le site de GTA

La compagnie nationale PETROSEN a annoncé le 12 mai 2024 l'arrivée de l'unité flottante de production et de stockage de gaz (FPSO) sur le site gazier de Grand Tortue Ahmeyim (Gta) que partagent le Sénégal et la Mauritanie. Le FPSO en provenance des Îles Canaries avait débuté son voyage en janvier 2023 depuis les chantiers de Cosco en Chine, après une construction retardée par le Covid-19 et avoir effectué plusieurs arrêts pour la complétion de travaux nécessaires à la sécurité de la production. La disponibilité de cette infrastructure marque une étape importante dans l'objectif de début de production d'ici la fin de l'année 2024, une mise en service déjà retardée à de nombreuses reprises. D'après les prévisions du FMI, le début de la production de gaz, couplée à celle de pétrole à Sangomar, devrait booster la croissance cette année pour atteindre 7,1%.

Industrie, transports et services

Afrique australe – Partenariat entre Liquid et le français Eutelsat pour le lancement d'un service satellitaire en orbite basse en Afrique

Mardi 21 mai 2024, Liquid Intelligent Technologies (LIT) a déclaré avoir signé un accord de partenariat de distribution avec le spécialiste français des satellites Eutelsat Oneweb, qui permettra à Liquid d'offrir des services par satellite LEO (satellite en orbite basse) dans toute l'Afrique. En 2022, Eutelsat OneWeb avait déjà annoncé le déploiement d'un point d'entrée (gateway) à Krugersdorp (Gauteng) dans le cadre d'un partenariat avec LIT, un investissement évalué à près d'1 M USD. La collaboration entre LIT et Eutelsat fait suite à des accords similaires conclus récemment par SEACOM, qui a lancé un service par satellite en orbite basse, et Avanti Communications, qui s'est associé à Q-KON (également distributeur d'Eutelsat) pour fournir de tels services. Les satellites LEO bénéficient d'une popularité grandissante en Afrique car ils permettent de combler les lacunes en matière de connectivité, en particulier dans les zones rurales, isolées et moins développées, et d'ajouter une nouvelle couche de connectivité au portefeuille d'un opérateur de télécommunications.

Angola – L'Angola et les Etats-Unis signent 3 accords de financement d'infrastructures d'un montant total de 1,3 Md USD

A l'occasion de la visite du président angolais aux Etats-Unis et des 16èmes rencontres d'affaires Etats-Unis - Afrique ont été signés à Dallas des financements américains pour 3 grands projets d'infrastructures en Angola. Le premier accord concerne un financement de 872 MUSD pour un projet de construction d'une centrale d'énergie solaire d'une capacité de 500 mégawatts, probablement au bénéfice de l'entreprise américaine Sun Africa. Le second accord concerne un financement de 428 M USD destiné à la construction et à l'installation de 186 ponts métalliques sur le réseau routier angolais. Le troisième accord concerne un financement de 45,2 MUSD pour l'installation d'équipements de radiocommunication (émetteurs, antennes tours, etc).

RDC – Signature d'un contrat avec l'entreprise britannique Westminster group sur la sécurité des aéroports

La société Westminster Group a annoncé avoir signé un marché avec le gouvernement congolais pour fournir des services de sécurité à cinq aéroports. Ce contrat, qui s'étendrait sur une période de 20 ans, consiste en l'installation d'équipements, la maintenance d'opérations de sécurité, et la mise à niveau régulière des systèmes et services en vue d'une mise en conformité vis-à-vis des réglementations internationales. Westminster assurera également l'exploitation et la maintenance des opérations de sécurité pendant toute la durée du contrat. A l'issue de l'audit de l'OACI en 2018, l'Union européenne a maintenu le pays dans sa liste noire. A l'issue du dernier audit de l'OACI (Organisation internationale de l'aviation civile) sur les normes de sécurité et de sûreté, la RDC a obtenu 64,07 % (50 % en 2018), un score global de 75 % étant toutefois recommandé au plan mondial.

Sénégal – Mise en service du BRT

Le 15 mai 2024, a eu lieu la mise en service commerciale du BRT (Bus rapid transit), le nouveau réseau de bus en voie dédiée, visant à aider à désengorger la ville de Dakar. Ce projet initié sous la présidence de Macky Sall se veut être une solution de mobilité collective efficace, dans une ville à la croissance rapide et qui connaît un coût élevé du transport, une pollution conséquente de l'air, un engorgement routier chronique et l'enclavement des habitants des banlieues. Ce projet, qui aura coûté 330 Mds FCFA (500 M EUR) et dont les travaux ont débuté en 2020, revêt une importance sociale significative, mais aurait aussi un impact environnemental important puisque les 121 bus de la flotte sont entièrement électriques. Le projet est géré par Dakar Mobilités (détenue à 70% par Mérédiem et 30% par le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques ou FONSIS) qui en a la concession pour 15 ans et devrait créer à terme 1000 emplois, dont 600 ont déjà été créés.

Agenda

12-14 juin 2024	Mining Week Lubumbashi	Lubumbashi, RDC
25 juin 2024	Conférence sur les dynamiques du développement en Afrique - MEDEFI/OCDE	Paris, France et en ligne
26 juin 2024	Forum Afrique australe de Business France	Paris, France
Octobre 2024	Business Forum régional de la chambre de commerce	Johannesburg, Afrique du Sud
Novembre 2024	French Week	Nigéria
11-14 novembre 2024	AfricaCom	Le Cap, Afrique du Sud
19-20 novembre 2024	Ambition Africa	Paris, France

Contacts

Afrique australe

Afrique du sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe : **Thibault Dornon**

Angola : **François Removille**

Mozambique, Eswatini : **Philippe Autier**

Afrique centrale

Cameroun, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Tchad : **Michel Drobniak**

Congo : **Guillaume Prevost**

RDC : **Thierry Blin**

Gabon, Sao Tomé : **Pascal Fornage**

Afrique de l'Est et Océan indien

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda, Soudan : **Jérôme Baconin**

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles : **Béatrice Alperte**

Ethiopie, Erythrée, Djibouti : **Julien Defrance**

Ouganda, Soudan du Sud : **Grégory Sidrac**

Tanzanie : **Annie Biro**

Afrique de l'Ouest

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Niger, Burkina, Guinée, Libéria, Sierra Leone : **Daniel Gallissaires**

Sénégal, Mauritanie, Cap-Vert, Gambie : **Christophe Morchoine**

Togo, Bénin : **Jérôme Frouté**

Nigéria-Ghana

Nigéria : **Florent Mangin**

Ghana : **Jean-Noël Blanc**

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)

Thomas Kergonou-Jimenez (thomas.kergonoujimenez@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : services économiques situés en Afrique subsaharienne

Abonnez-vous : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>